

RATING DES COMMUNES

Penser globalement, agir localement

Rating des communes de Solidar Suisse 2013

Table des matières

Les résultats en bref	3
Communes déjà évaluées.....	3
Nouvelles communes	3
Un potentiel toujours présent	3
Plus la commune est grande, plus elle est responsable ?	4
Aperçu des plus grandes villes	4
Qu'est-ce que le Rating des communes de Solidar Suisse ?	4
Pourquoi un nouveau rating ?	4
Comment fonctionne le Rating des communes ?	5
Choix des communes	5
Méthode.....	6
Changements par rapport au Rating des communes 2011	6
Évaluation.....	6
Les critères examinés	6
Engagement en faveur de la coopération au développement.....	6
Pratique d'achats.....	7
Pourquoi existe-t-il un Rating des communes ?	7
Un engagement de longue date pour des achats socialement durables	7
250 communes achètent de manière socialement durable	7
Prendre en compte toute la responsabilité globale.....	7
Aider les communes à assumer leur responsabilité	8
Solidar Suisse : qui nous sommes, ce que nous faisons et pourquoi	8
Annexe	9
Communes examinées par région	9
Berne (8).....	9
Suisse du Nord-Est (11)	9
Suisse du Nord-Ouest (12).....	9
Suisse du Sud-Est (4).....	9

Valais (1).....	9
Suisse centrale (13).....	9
Zurich (21).....	9
Suisse romande (18)	9
Classement des communes par région	9
Berne	9
Suisse du Nord-Est.....	9
Suisse du Nord-Ouest	10
Suisse du Sud-Est	10
Suisse centrale	10
Zurich	10
Valais	11
Suisse romande	11
Normes sociales minimales	11
Les conventions fondamentales de l'OIT.....	11
Les normes sociales minimales comprennent également.....	12
Contact.....	12

Les résultats en bref

Le deuxième Rating des communes de Solidar Suisse montre qu'il est possible de pratiquer des achats publics équitables. Les communes doivent toutefois être prêtes à modifier activement leur politique.

En 2011, Solidar Suisse a évalué pour la première fois 84 communes afin de déterminer si elles assumaient leur responsabilité globale : achètent-elles de manière socialement durable ? Agissent-elles de façon solidaire en s'engageant pour des projets de développement ? Deux ans plus tard, le Rating des communes de Solidar Suisse a été répété avec 88 communes : 61 communes ont été réévaluées et 27 plus grandes communes ont été ajoutées.

Communes déjà évaluées

Comme lors du dernier rating, Zurich et Genève obtiennent les meilleurs résultats et les améliorent encore grâce à une augmentation de leur contribution à la coopération au développement. Six communes ont très fortement amélioré leur résultat en 2013 : Baden, Bülach, Freienbach, Nyon, Thalwil et Yverdon. Bülach, Nyon et Yverdon ont progressé à la fois dans les achats et dans la coopération au développement, tandis que Baden, Freienbach et Thalwil ont modifié leur politique uniquement dans le domaine des achats.

Dix communes se sont améliorées de manière modérée : dans les achats publics, Baar, Buchs, Carouge, Köniz et Saint-Moritz ; dans la coopération au développement, Dübendorf, Lucerne, Moutier et Zoug ; dans les deux domaines, Lyss. Le niveau atteint reste cependant variable. La note maximale de cinq globes est à nouveau obtenue par Genève, Küsnacht et Zurich, ainsi que, pour la première fois, par Bülach, Freienbach, Lausanne et Nyon.

Au total, un peu plus de la moitié des communes ont évolué positivement ou ont maintenu un niveau élevé. Les autres communes n'ont pas modifié leur politique malgré un besoin d'action.

Il est également positif de constater qu'aucune commune n'a annulé les améliorations réalisées dans le domaine des achats. Pour huit communes, le recul constaté dans le rating 2013 s'explique par une baisse des contributions à la coopération au développement : Altdorf, Delémont, Emmen, Kriens, Le Locle, Schaffhouse, Saint-Gall et Wetzikon. Une commune obtient un moins bon résultat dans les achats, car elle n'a pas encore introduit les directives annoncées : Glaris Nord.

Nouvelles communes

Parmi les 27 communes évaluées pour la première fois en 2013, deux, Riehen et Vevey, obtiennent de très bons résultats dans les deux domaines. Cinq nouvelles communes assument surtout leur responsabilité dans la coopération au développement : Aarau, Lancy, Richterswil, Val-de-Travers et Wallisellen. Deux se situent au milieu du classement, Spiez et Worb, tandis que 18 font peu ou rien : Affoltern am Albis, Amriswil, Arbon, Bassersdorf, Brig, Cham, Einsiedeln, Glaris, Küsnacht (SZ), Oberwil, Ostermundigen, Pratteln, Rüti, Schlieren, Stäfa, Uzwil, Weinfelden et Zofingen.

Un potentiel toujours présent

Dans l'ensemble, de nombreuses communes qui obtiennent de bons résultats dans un domaine agissent également dans l'autre, même si c'est parfois dans une moindre mesure. Il existe toutefois des exceptions : Thalwil ou Richterswil obtiennent par exemple un score élevé dans les achats, mais ne versent aucune contribution à la coopération au développement. À l'inverse, Wettingen, Reinach, Binningen et Zoug consacrent environ un pour mille de leurs recettes fiscales à la coopération au développement, un niveau que Solidar Suisse considère comme bon, mais elles s'engagent peu en faveur d'achats équitables.

Dans les achats publics, les communes tiennent généralement davantage compte de la durabilité écologique que de la durabilité sociale. Le potentiel est donc important : d'une part dans l'introduction de directives d'achat contraignantes intégrant la durabilité sociale en plus de la durabilité écologique, ainsi

que dans la coopération régionale en matière d'achats ; d'autre part dans l'augmentation des contributions à la coopération au développement, leur ancrage dans les lignes directrices communales, l'adoption de critères qualitatifs pour les projets soutenus et la budgétisation fixe de ces contributions.

Plus la commune est grande, plus elle est responsable ?

Les résultats montrent des tendances similaires à celles du dernier rating : les grandes communes assument davantage leur responsabilité. Il existe toutefois des exceptions : des communes de taille moyenne comme Bülach, Freienbach, Küsnacht et Vevey obtiennent de très bons résultats, tandis que des villes comme Bienne ou Saint-Gall se situent au milieu du classement et que Coire figure en bas de tableau.

Dans la comparaison régionale, la Suisse du Sud-Est obtient de loin les moins bons résultats. La Suisse romande, où aucune commune ne reçoit un seul globe, arrive en tête. Dans la région de Zurich, trois communes obtiennent le résultat remarquable de cinq globes. Dans la région de Berne, aucune commune n'obtient cinq globes, mais beaucoup se situent au milieu du classement ; une seule obtient un globe et la région affiche la deuxième meilleure moyenne. La Suisse centrale compte le plus grand nombre de communes avec un seul globe. Les bons résultats des communes romandes s'expliquent par leurs contributions élevées à la coopération au développement, probablement liées aux fédérations cantonales actives dans ce domaine.

Aperçu des plus grandes villes

Ville	Points CD	Points achats	Total	Globes
Zurich	45	50	95	5
Genève	50	43	93	5
Lausanne	35	41.1	76.1	5
Winterthur	20	38.5	68.5	4
Berne	26.5	42.5	69	4
Köniz	19	37.5	65.5	4
Lucerne	21.5	40	61.5	4
Schaffhouse	22.5	20	42.5	3
Biel/Bienne	12.5	22.5	35	3
Saint-Gall	27.5	3.7	31.2	3
Coire	5	2.5	7.5	2

Qu'est-ce que le Rating des communes de Solidar Suisse ?

Le Rating des communes de Solidar Suisse examine si les communes suisses agissent de manière globalement responsable dans leur travail quotidien. Il vérifie concrètement deux domaines : d'une part l'engagement de la commune en matière de politique de développement et, d'autre part, la durabilité sociale de sa pratique d'achats.

Pourquoi un nouveau rating ?

Après une première édition en 2011, qui offrait un aperçu de la manière dont les communes assument leur responsabilité globale, Solidar Suisse a souhaité, avec la nouvelle édition de 2013, documenter l'évolution des deux dernières années. L'objectif était de déterminer si les communes avaient modifié leur politique et, grâce à un rating régulier, de créer une incitation au changement.

Le résultat de ce deuxième Rating des communes montre que cet objectif a été atteint : la moitié des communes de nouveau évaluées se sont améliorées ou ont maintenu un niveau élevé. Même si cela ne peut pas être attribué uniquement au rating et si la sélection n'est pas représentative, les demandes adressées aux communes et la présence médiatique renforcent la prise de conscience du sujet. Le public

est davantage sensibilisé au fait que les communes peuvent et doivent assumer une responsabilité globale.

Cette dynamique accroît la pression pour réfléchir à la manière dont la politique communale peut contribuer à une action solidaire. Par exemple, le conseil communal de Freienbach a décidé, en se référant à son bon résultat au Rating des communes de Solidar Suisse, d'acheter de manière socialement durable. Bülach, encouragée par son faible résultat en 2011, a poursuivi son travail sur des directives dans les domaines de l'aide au développement et des achats durables, et obtient désormais le résultat maximal de cinq globes. Schaffhouse a organisé, après son mauvais résultat dans le domaine des achats, une journée de formation sur la durabilité afin de montrer les critères à prendre en compte lors des achats.

Lorsque les communes n'assument pas leur responsabilité et ne s'efforcent pas d'éviter les produits issus du travail des enfants, d'usines à bas salaires ou de conditions de production contraires aux droits humains, une pression politique est nécessaire pour les amener vers une politique d'achats plus durable. C'est pourquoi Solidar Suisse a encouragé, depuis 2008 en collaboration avec le PS, 250 interventions pour des achats équitables dans les communes et les cantons.

Solidar Suisse ne veut pas seulement critiquer. L'organisation souhaite aussi montrer, à travers des exemples positifs, que les communes peuvent obtenir beaucoup avec un effort raisonnable. Ces exemples servent de motivation et de source d'information pour les autres communes qui souhaitent s'engager : par des projets directs en faveur de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté ou de l'aide humanitaire, et en orientant leurs pratiques d'achats vers des exigences sociales. Elles peuvent au minimum exiger le respect des conventions fondamentales de l'OIT dans l'ensemble de la chaîne de valeur.

Le potentiel est important, comme le montre l'exemple de Bülach. Depuis 2012, cette commune zurichoise consacre jusqu'à un pour cent du produit de l'impôt cantonal simple à l'aide au développement en Suisse et à l'étranger. Elle a également introduit une gestion de la durabilité dans l'administration et élaboré une ligne directrice d'achats qui tient compte des aspects sociaux et les contrôle au moyen de certificats. Bülach est passée d'un point dans les achats et zéro point dans la coopération au développement à 41 points et 45 points. Il s'agit d'une progression exemplaire.

La ville de Berne, qui avait déjà approuvé en 2009 une intervention du PS pour la prise en compte des conventions fondamentales de l'OIT dans les achats, a elle aussi amélioré sa politique d'achats de manière exemplaire. Le seuil à partir duquel les achats doivent passer par le service spécialisé des achats a été abaissé de 100 000 à 25 000 francs afin de garantir que le plus grand nombre possible d'achats respecte les exigences. Pour ancrer les achats durables dans toute l'administration, la plateforme « ChoufFair » pour les achats durables a été lancée en 2011, en complément de formations régulières. Le service spécialisé met également son savoir-faire à disposition des communes intéressées. Berne a ainsi augmenté son résultat dans les achats de 35 à 42,5 points.

Comment fonctionne le Rating des communes ?

Choix des communes

Pour le Rating des communes 2013, deux critères ont guidé la sélection : l'objectif était d'examiner les 100 plus grandes communes de Suisse alémanique et de Suisse romande, ainsi qu'au moins deux communes dans chaque canton. Comme toutes les communes n'étaient pas prêtes à participer, les demi-cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et de Nidwald ne sont pas représentés. Au final, 88 communes ont été évaluées. Parmi elles, 61 avaient déjà participé au rating de 2011 et 27 ont été ajoutées.

Parmi les communes évaluées en 2011 et de nouveau sollicitées, seules sept n'ont pas participé en 2013 : Appenzell, Bulle, Davos, Granges, Langenthal, Stans et Wil. Les raisons invoquées étaient notamment le

manque de ressources, le sentiment qu'une petite commune dispose de peu de marge de manœuvre et obtiendrait de toute façon un mauvais résultat, ou encore la crainte de ne pas rester politiquement indépendante. Pour une commune, la répétition du rating arrivait trop tôt pour que des changements aient pu être réalisés entre-temps.

Parmi les nouvelles communes sollicitées, 26 ont refusé de participer, soit par manque de capacité, soit parce qu'elles ne considéraient pas la responsabilité globale comme une tâche communale, ou n'ont pas répondu. Il s'agit notamment d'Altstätten, Arth, Brugg, Ebikon, Gossau SG, Ittigen, Kloten, Liestal, Meilen, Meyrin, Münchenstein, Münsingen, Muri, Muttenz, Neuhausen, Oftringen, Opfikon, Regensdorf, Renens, Rheinfelden, Schattdorf, Steffisburg, Thoun, Wohlen et Zollikon. Bâle a également indiqué ne pas pouvoir participer, car les informations nécessaires sur les achats n'étaient pas disponibles de manière transversale entre les départements. C'est regrettable, car Bâle s'engage dans la coopération au développement et dispose également d'éléments intéressants dans les achats durables.

Solidar Suisse entend répéter régulièrement le rating afin de mettre en évidence les évolutions dans les communes.

Méthode

Pour collecter les informations, un questionnaire a été envoyé aux communes. Les réponses ont été obtenues lors d'entretiens téléphoniques avec les personnes compétentes au sein des administrations communales. Les communes qui avaient déjà participé au dernier rating ont reçu les données de 2011 et ont été invitées à indiquer les changements. D'autres informations ont été recueillies sur les sites officiels des communes. Avant la publication à l'automne 2013, l'évaluation a été envoyée à toutes les communes participantes afin qu'elles puissent signaler d'éventuelles corrections ou compléments.

Changements par rapport au Rating des communes 2011

Le questionnaire de 2011 comptait 70 questions ; il était complexe et difficile à évaluer. Le rating a donc été simplifié et transformé en un outil pouvant être réutilisé régulièrement, afin de garantir la comparabilité au fil des années. La comparaison avec le dernier rating reste toutefois légèrement limitée.

Évaluation

Une commune peut obtenir au maximum 100 points. Les deux domaines, l'engagement en faveur de la coopération au développement et la pratique d'achats, sont pondérés chacun à 50 %, soit un maximum de 50 points par domaine. Les communes sont ensuite réparties en cinq catégories selon leur score.

Points	Évaluation
0 à 5	1 globe : conscience globale insuffisante. La commune ne se préoccupe pas des conséquences de ses actes.
6 à 25	2 globes : faible conscience globale. La commune ne fait pas d'efforts sérieux vers une durabilité sociale.
26 à 50	3 globes : premiers signes de responsabilité globale. La commune montre certaines démarches, mais elles restent fortement perfectibles.
51 à 75	4 globes : commune globalement responsable, avec un potentiel d'optimisation.
76 à 100	5 globes : la commune contribue activement à un monde plus juste.

Les critères examinés

Engagement en faveur de la coopération au développement

Le critère principal est le rapport entre les dépenses annuelles pour des projets de coopération au développement ou d'aide humanitaire et le produit fiscal net des communes. Ce critère permet d'obtenir au maximum 25 points. Une commune les obtient lorsqu'elle consacre au moins un pour mille de ses recettes

fiscales à la coopération au développement. Les autres critères concernent les bases stratégiques, les critères de sélection des projets, l'organisation, l'information interne et externe, ainsi que d'éventuels partenariats communaux avec des communes de pays en développement ou en transition.

Pratique d'achats

Le rating évalue si les communes disposent de directives générales fixant au minimum les huit conventions fondamentales de l'OIT comme critère obligatoire pour tous leurs achats, et comment elles contrôlent leur respect. En 2013, cette évaluation a porté sur des groupes de produits exemplaires tels que les pierres naturelles, les textiles, les articles de sport ainsi que les ordinateurs et accessoires informatiques, de même que sur la forme du contrôle. Ces éléments représentent 25 points. Les bases stratégiques, l'information et la formation des collaboratrices et collaborateurs, l'organisation interne et l'achat de café Fairtrade sont également évalués, pour 25 points supplémentaires.

Pourquoi existe-t-il un Rating des communes ?

Un engagement de longue date pour des achats socialement durables

Solidar Suisse travaille depuis 2008 dans le domaine des achats publics en Suisse. Avec la campagne « Kehrseite – Keine Ausbeutung mit unseren Steuergeldern! », l'organisation voulait sensibiliser les autorités, les responsables politiques et la population à l'importance des achats socialement durables. L'accent mis sur la durabilité sociale s'explique par le fait que les aspects sociaux restent souvent moins pris en compte, alors que la durabilité écologique est de plus en plus acceptée.

L'enjeu est considérable : les pouvoirs publics achètent chaque année en Suisse des biens et des services pour environ 40 milliards de francs. Une partie de ces biens provient de l'étranger et parfois de conditions de production indignes. Les conditions de travail sont souvent précaires, notamment dans la production de pierres naturelles pour les places communales, de textiles pour les hôpitaux, les pompiers ou la police, ou encore de ballons de sport pour l'enseignement. La campagne vise à sensibiliser les pouvoirs publics afin qu'ils assument leur pouvoir de marché et leur rôle d'exemple en tant que consommateurs responsables.

Solidar Suisse connaît le lien entre les achats effectués en Suisse et les conditions de vie dans les pays de production grâce à son expérience de longue date dans la coopération au développement. Des conditions de travail dignes et des salaires équitables sont, pour de nombreuses personnes touchées par la pauvreté, la clé d'une sortie autonome de la pauvreté. Notre comportement de consommation en Suisse influence directement les conditions de production dans les pays en développement et émergents.

250 communes achètent de manière socialement durable

Grâce à sa campagne, Solidar a contribué à faire avancer des mesures en faveur d'achats équitables dans plus de 250 communes et plusieurs cantons. La Confédération a également repris la revendication centrale de Solidar dans l'ordonnance révisée sur les marchés publics, entrée en vigueur le 1er janvier 2010 : l'obligation de démontrer que les conventions fondamentales de l'OIT sont respectées tout au long de la chaîne de production pour tous les biens et services achetés. Une révision de la loi fédérale sur les marchés publics est en cours ; Solidar s'engage, dans le cadre de la coalition d'ONG pour des achats équitables, pour que la durabilité sociale y soit concrètement ancrée.

Prendre en compte toute la responsabilité globale

Avec le développement du Rating des communes en 2011, Solidar a mis l'accent, d'une part, sur les communes, qui réalisent plus de 40 % des achats publics de biens en Suisse, et, d'autre part, sur une compréhension globale de la responsabilité des pouvoirs publics. En plus des pratiques d'achats, le rating intègre l'engagement des communes en matière de coopération au développement. Les communes

influencent en effet les conditions de vie dans d'autres pays non seulement par les biens et services qu'elles achètent, mais aussi par le degré de solidarité directe qu'elles incarnent.

Aider les communes à assumer leur responsabilité

Les résultats du Rating des communes de Solidar Suisse sont publiés en novembre 2013. Une liste de toutes les communes participantes figure en annexe. Les communes reçoivent une confirmation de leurs résultats. Les communes avec quatre globes obtiennent un certificat, et celles avec cinq globes reçoivent un Prix Solidar. Le Rating des communes vise également à offrir une aide concrète aux communes dans leur travail quotidien.

- Fiche d'information de Solidar : « Achats socialement durables : comment faire ? »
- Guide de Solidar pour des achats équitables dans les administrations.
- Exemples concrets et contacts dans des communes ayant déjà de l'expérience dans la mise en œuvre d'achats socialement durables.
- Documents de référence, notamment des avis juridiques sur les achats équitables.
- Fiche d'information : « Soutenir des projets de développement durable ».

Solidar Suisse : qui nous sommes, ce que nous faisons et pourquoi

Dans le monde, 1 530 000 000 de personnes travaillent dans des conditions précaires. Elles ne bénéficient ni de droits du travail, ni de syndicats, ni de sécurité sociale, ni de protection de la santé, ni de contrat de travail, ni d'un salaire permettant de vivre dignement. La crise financière et économique mondiale a encore aggravé la situation des personnes les plus pauvres : l'Organisation internationale du travail estime à 200 millions le nombre de personnes au chômage, soit 30 millions de plus qu'avant la crise, et le chômage de longue durée a augmenté de 60 %. Dans le même temps, d'immenses richesses s'accumulent entre très peu de mains : 10 % de la population mondiale possède plus de 86 % du patrimoine mondial.

Entre 1960 et 2012, les pays industrialisés ont consacré environ 3 400 milliards de dollars américains à l'aide au développement. Cette somme paraît considérable. Pourtant, sur les seules années 2006 à 2010, les flux financiers nets du Sud vers le Nord se sont élevés à 3 667,4 milliards de dollars américains. En outre, avec la crise en Europe, les fonds consacrés à l'aide au développement ont diminué en termes réels au cours des deux dernières années, de 6 % en 2012. En bref : le Sud pauvre continue de financer les pays du Nord.

La Suisse porte une responsabilité particulière. En 2008, on estimait que les comptes bancaires suisses détenaient entre 362 et 1 467 milliards de francs suisses d'avoirs soustraits à l'impôt provenant de pays en développement. Cela représente pour ces pays des pertes fiscales annuelles de 5,4 à 22 milliards de francs. Face à ces réalités, Solidar Suisse est convaincue qu'une solidarité minimale est un devoir pour toutes et tous, qu'il s'agisse de la Confédération, des entreprises, des citoyennes et citoyens ou des communes.

Solidar Suisse connaît les conditions de vie et de travail des personnes exploitées grâce à son action quotidienne. L'organisation mène plus de 50 projets dans 12 pays dans les domaines des droits du travail et de la démocratie. L'expérience montre que des conditions de travail dignes et des salaires équitables sont la clé pour sortir de la pauvreté. Les comportements d'achat des pays du Nord influencent directement ces salaires et ces conditions de travail, souvent pour des coûts à peine plus élevés. Exemple : pour un ballon de football produit équitablement, le supplément salarial par rapport à un ballon ordinaire n'est que de 40 centimes. Pour les familles sur place, cette différence peut permettre une vie digne, sans exploitation ni travail des enfants.

Annexe

Communes examinées par région

Berne (8)

Déjà évaluées : Berne, Bienne, Burgdorf, Köniz, Lyss. Nouvelles : Ostermundigen, Spiez, Worb.

Suisse du Nord-Est (11)

Déjà évaluées : Buchs SG, Frauenfeld, Herisau, Kreuzlingen, Rapperswil-Jona, Schaffhouse, Saint-Gall.

Nouvelles : Amriswil, Arbon, Uzwil, Weinfelden.

Suisse du Nord-Ouest (12)

Déjà évaluées : Allschwil, Baden, Binningen, Olten, Reinach, Soleure, Wettingen. Nouvelles : Aarau, Oberwil, Pratteln, Riehen, Zofingen.

Suisse du Sud-Est (4)

Déjà évaluées : Coire, Glaris Nord, Saint-Moritz. Nouvelle : Glaris.

Valais (1)

Nouvelle : Brig.

Suisse centrale (13)

Déjà évaluées : Altdorf, Baar, Emmen, Freienbach, Horw, Kriens, Lucerne, Sarnen, Schwyz, Zoug.

Nouvelles : Cham, Einsiedeln, Küsnacht.

Zurich (21)

Déjà évaluées : Adliswil, Bülach, Dietikon, Dübendorf, Horgen, Illnau-Effretikon, Küsnacht ZH, Thalwil, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wetzikon, Winterthur, Zurich. Nouvelles : Affoltern am Albis, Bassersdorf, Richterswil, Rüti, Schlieren, Stäfa, Wallisellen.

Suisse romande (18)

Déjà évaluées : Carouge, Delémont, Genève, Fribourg, La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Le Locle, Montreux, Moutier, Neuchâtel, Nyon, Porrentruy, Vernier, Villars-sur-Glâne, Yverdon-les-Bains. Nouvelles : Lancy, Val-de-Travers, Vevey.

Classement des communes par région

Berne

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Berne	BE	26.5	42.5	69	4	(4)
Köniz	BE	19	37.5	56.5	4	(3)
Lyss	BE	29	18.7	47.7	3	(3)
Biel/Bienne	BE	12.5	22.5	35	3	(3)
Burgdorf	BE	7.5	26	33.5	3	(3)
Spiez	BE	27.5	0	27.5	3	-
Worb	BE	1.5	23.9	25.4	2	-
Ostermundigen	BE	1.5	2.5	4	1	-

Suisse du Nord-Est

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Frauenfeld	TG	40	32.7	72.7	4	(4)
Rapperswil-Jona	SG	40	25	65	4	(4)
Schaffhouse	SH	22.5	20	42.5	3	(3)

Saint-Gall	SG	27.5	3.7	31.2	3	(3)
Kreuzlingen	TG	27.5	0	27.5	3	(3)
Buchs (SG)	SG	12.5	12.6	25.1	2	(2)
Weinfelden	TG	6.5	10	16.5	2	-
Uzwil	SG	6.5	5	11.5	2	-
Herisau	AR	0	9.3	9.3	2	(2)
Amriswil	TG	0	3.7	3.7	1	-
Arbon	TG	0	3.7	3.7	1	-

Suisse du Nord-Ouest

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Riehen	BS	45	32.6	77.6	5	-
Aarau	AG	40	19.5	59.5	4	-
Olten*	SO	32.5	16.7	49.2	3	(4)
Wettingen	AG	40	6.5	46.5	3	(3)
Baden	AG	17.5	28.5	46	3	(2)
Reinach (BL)	BL	37.5	3.7	41.2	3	(3)
Binningen	BL	35	5.2	40.2	3	(3)
Zofingen	AG	5	12.4	17.4	2	-
Soleure	SO	15	0	15	2	(2)
Oberwil	BL	15	0	15	2	-
Allschwil	BL	12.5	0	12.5	2	(2)
Pratteln	BL	0	0	0	1	-

Suisse du Sud-Est

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Saint-Moritz	GR	17.5	4	21.5	2	(2)
Coire	GR	5	2.5	7.5	2	(2)
Glaris Nord	GL	1.5	1.5	3	1	(2)
Glaris	GL	1.5	0	1.5	1	-

Suisse centrale

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Freienbach	SZ	40	45	85	5	(3)
Lucerne	LU	21.5	40	61.5	4	(4)
Baar	ZG	37.5	17.7	55.2	4	(3)
Altdorf	UR	20	34.5	54.5	4	(4)
Zoug	ZG	40	10	50	3	(3)
Horw	LU	15	0	15	2	(2)
Kriens	LU	5	9.5	14.5	2	(3)
Cham	ZG	7.5	0	7.5	2	-
Schwyz	SZ	1.5	5	6.5	2	(2)
Küssnacht	SZ	0	3.7	3.7	1	-
Einsiedeln	SZ	1.5	0	1.5	1	-
Sarnen	OW	0	0	0	1	(1)
Emmen	LU	0	0	0	1	(2)

Zurich

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Zurich	ZH	45	50	95	5	(5)
Bülach	ZH	45	41	86	5	(1)
Küsnacht	ZH	40	38.8	78.8	5	(5)
Dübendorf	ZH	40	31.5	71.5	4	(4)
Winterthur	ZH	20	38.5	58.5	4	(4)
Illnau-Effretikon	ZH	40	11.5	51.5	4	(4)
Thalwil	ZH	0	50	50	3	(1)
Richterswil	ZH	0	41.7	41.7	3	-
Wetzikon	ZH	25	15.7	40.7	3	(4)
Wallisellen	ZH	35	3.7	38.7	3	-

Adliswil	ZH	27.5	0	27.5	3	(3)
Uster	ZH	17.5	10	27.5	3	(3)
Wädenswil	ZH	25	2.5	27.5	3	(3)
Dietikon	ZH	5	18.7	23.7	2	(2)
Schlieren	ZH	4	12.7	16.7	2	-
Horgen	ZH	15	1	16	2	(2)
Stäfa	ZH	1.5	11.6	13.1	2	-
Rüti (ZH)	ZH	0	6.7	6.7	2	-
Bassersdorf	ZH	5	0	5	1	-
Volketswil	ZH	1.5	1	2.5	1	(1)
Affoltern am Albis	ZH	0	0	0	1	-

Valais

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Brig-Glis	VS	10	0	10	2	-

Suisse romande

Commune	Canton	CD	Achats	Total	Globes	Globes 2011
Genève	GE	50	43	93	5	(5)
Nyon	VD	36.5	41.5	78	5	(4)
Lausanne	VD	35	41.1	76.1	5	(4)
Vevey	VD	45	26.6	71.6	4	-
Carouge	GE	45	22.7	67.7	4	(4)
Yverdon-les-Bains	VD	46.5	20.7	67.2	4	(4)
Vernier	GE	49	16	65	4	(4)
Moutier	BE	45	7.2	52.2	4	(3)
Lancy	GE	45	3	48	3	-
Delémont	JU	37.5	9.5	47	3	(4)
Val-de-Travers	NE	40	1.7	41.7	3	-
Neuchâtel	NE	32.5	5	37.5	3	(3)
La Chaux-de-Fonds	NE	22.5	12.7	35.2	3	(2)
Fribourg	FR	19	10.3	29.3	3	(3)
Le Locle	NE	15	11.7	26.7	3	(3)
Montreux	VD	21.5	0.2	21.7	2	(2)
Villars-sur-Glâne	FR	16.5	1.5	18	2	(2)
Porrentruy	JU	10	3.7	13.7	2	(2)

* En raison d'une erreur dans le calcul du produit fiscal, Olten avait reçu trop de points dans la coopération au développement lors du rating précédent ; après correction, la commune obtient trois globes au lieu de quatre en 2013.

Normes sociales minimales

Le respect de normes sociales minimales dans la production des biens achetés par les pouvoirs publics doit être garanti et contrôlé pour les principales étapes de production tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail constituent le minimum absolu.

Les conventions fondamentales de l'OIT

Les conventions fondamentales de l'OIT interdisent le travail forcé et le travail des enfants, garantissent le droit de former des syndicats et de défendre collectivement les intérêts des membres, exigent l'égalité de rémunération entre femmes et hommes et interdisent la discrimination :

- Convention 29 sur le travail forcé ou obligatoire (1930)
- Convention 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948)

- Convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949)
- Convention 100 sur l'égalité de rémunération entre femmes et hommes pour un travail de valeur égale (1951)
- Convention 105 sur l'abolition du travail forcé (1957)
- Convention 111 concernant la discrimination (1958)
- Convention 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973)
- Convention 182 sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (1999)

Ces conventions fondamentales ont été déclarées par l'OIT comme des normes essentielles et obligatoires pour tous les membres, même lorsqu'ils ne les ont pas ratifiées. La Suisse a signé les huit conventions et s'est ainsi engagée, en droit international, à les transposer dans son droit national.

Les normes sociales minimales comprennent également

- Le droit à un salaire vital (conventions OIT 26 et 131, Déclaration des droits humains, article 23)
- Le droit à des conditions de travail dignes et sûres (convention OIT 155)
- Le droit à un temps de travail réglementé et non excessif (convention OIT 1)
- Le droit à une relation de travail formelle (recommandation OIT 198)

Contact

Katja Schurter, porte-parole Solidar Suisse : katja.schurter@solidar.ch.